MIDI-PYRÉNÉES
HAUTE-GARONNE

TOULOUSE NORD PDC

SITE DE DEPOT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Sud Solidaires éducation

52, rue Jacques Babinet
31100 TOULOUSE

@ sudeduc31@sudeducation.org

05 62 14 66 74

www.sudeduc31.org

n°139, 0,76€
Trimestriel

Juillet - Août - Septembre

Le Journal

Edito :

Amies et Camarades,
Qu'avez-vous fait cet été ?
Avez-vous maudit le mot patriotisme ?
Cherché les harmoniques
des humains inquiets ?

Halluciné
sous la chaleur
du désert de la décision démocratique ?

Avez-vous vu brûler,
senti les figues mûrir,
ou bien vous êtes vous retrouvés sous cette pluie
et peut-être tant mieux ?

Ami, es-tu las ?
Es-tu parti sans solde ?
Dis-le, dis tout
ce que tu veux

p.2 : suite de l'édito
p.2 : rentrée 2021 : expression de SUD Educ 31-65
p.5 : pandémie ou syndémie ?
p.5 : réponse de SUD Educ 77 aux affiches sur la laïcité
p.7 : du World Trade Centre au Covid-19 et du Patriot Act au pass sanitaire : 20 ans de mesures liberticides
p.10 : 17 octobre 1961 - 17 octobre 2021
p.12 : bulletin d'adhésion

Solidaires Unitaire Démocratique CPPAP 0621S07934
Directeur de publication: Guillaume Ceugniez déposé le 29/09/2021
imprimé par nos soins

Suite de l'édito

Et après amie,
entendras-tu
quand tu en auras le temps
toutes ces adresses qui n'avaient pas été vues
senties
Les choses se reçoivent
avant de se faire connaître
Nous avons manqué les liens qui nous manquent

Les petits mots oubliés
griffonnés dans les livres
ou dans les discussions
relisez-les
Les déménagements
les invitations
les recommandations
l'importance de l'autre
qui parle de nous en bien
Les débuts, les fins
Nous oublions tant
de choses
Nous sommes la somme
pas l'addition.

poème de Mymytchell

Rentrée 2021 : Expression de SUD Education 31-65

Le contexte :

Depuis le début de l'apparition du covid 19, de conseils de défense en injonctions contradictoires, le gouvernement malmène les personnels et usager.ère.s des services publics. Sous prétexte d'urgence sanitaire, il développe un discours guerrier et impose des décisions autoritaires. Enfin depuis le 12 juillet, le pass sanitaire devient finalement obligatoire pour pouvoir accéder à de multiples lieux sociaux et surtout pour de nombreux.euses. salarié.e.s. En réponse, des dizaines de milliers de manifestant.e.s marchent durant tout l'été chaque samedi.

Les discussions sont parfois âpres autour de la vaccination, du pass sanitaire ou des manifs du samedi. SUD Education 31-65 n'échappe pas à ce débat mais nous avons tenté de trouver ce qui peut faire consensus pour affronter collectivement cette rentrée scolaire et sociale.

Contre les discours infantilisants et le mépris de classe :

Un rapport parlementaire déposé au sénat le 03 juin 2021 suggère qu'*une "dictature" molle "sauve des vies pendant qu'une démocratie pleure ses morts"*. Nous affirmons au contraire que le débat démocratique est absolument nécessaire, surtout dans une telle période.

Comme avec les Gilets Jaunes ou lors de la campagne pour le référendum sur la constitution européenne en 2005 (entre autres), l'offensive idéologique s'accompagne d'un mépris de classe :

- D'un côté, les expert.e.s qui peuvent se permettre approximations et revirements.

- De l'autre celles et ceux qui n'auraient aucune légitimité à la parole publique parce que sous diplômé.e.s, ou « mal diplômé.e.s », influencé.e.s par les réseaux sociaux, souvent « complotistes » et finalement désigné.e.s responsables des difficultés rencontrées.

Face aux enjeux sanitaires, nous pensons pouvoir attendre un peu plus de modestie de la part de « sachants », ayant tendance à un peu vite oublier les erreurs du passé (Médiator, Chlordécone, Amiante…). Actuellement sujette à discussion, la stratégie d'une vaccination massive pour atteindre le seuil de l'immunité collective ne fait pas consensus. Alors qu'il devrait y avoir un débat démocratique à ce sujet, le gouvernement, comme à son habitude, impose des mesures de façon autoritaire. Cette absence de concertation crée des lignes de fracture dans notre société à un moment où la population a plus que jamais besoin de s'unir et de faire preuve de solidarité. Dans ce contexte, SUD Education 31 ne prendra pas position sur la vaccination.

Contre une exploitation libérale de l'épidémie. La solidarité internationale :

Nous nous opposons aux fermetures toujours programmées des lits dans les services hospitaliers et exigeons des moyens pour les services publics de la recherche et l'hôpital. Nous gardons en tête que les recherches publiques sur les coronavirus, dont certaines initiées il y a plusieurs années, ont pour la plupart été laissées de côté sous prétexte qu'elle n'étaient pas rentables.

La pandémie est mondiale, il est illusoire de vouloir lutter contre en se réfugiant dans une « forteresse européenne ». Par souci et nécessité de solidarité, nous demandons la levée des brevets et un égal accès aux soins pour tous les pays. La vaccination (ciblée ou pas) est un moyen parmi d'autres pour lutter contre les pandémies. Hygiène, alimentation équilibrée, habitat salubre, suivi médical, médecine du travail, réseau dense de centres médicaux avec suffisamment de personnels et de moyens doivent être accessibles à tou.te.s. Si une campagne de vaccination doit être menée, elle doit donc se faire dans un cadre de protection sanitaire publique. Les médicaments ne doivent plus être une marchandise.

Nous revendiquons la création d'un pôle socialisé du médicament à « large spectre », pôle qui serait un service public dont les missions iraient de la recherche pharmaceutique à la production de médicaments, tout en étant débarrassé de tout appétit de profit.

D'autre part, il est évident que le président et son gouvernement continuent de faire des choix politiques propres à des intérêts bien différents des nôtres. Rappelons que pendant sa « guerre » contre le covid, il continue une politique de casse sociale : Assurance chômage, retraites, code du travail, sécurité sociale,... jusqu'à la récente création d'un statut dérogatoire pour 50 écoles de Marseille annonçant l'école ultra libérale Macron/Blanquer.

Contre un nouveau renforcement du contrôle social :

Les états d'urgence sécuritaire successifs ont déjà considérablement renforcé la surveillance globale, la diversité des interventions policières, les limitations au droit à manifester ou la chasse aux discours et comportements « suspects ».

Nous considérons que le pass sanitaire est une discrimination qui institue différents niveaux de citoyenneté en particulier concernant l'accès au travail, aux établissements de santé, mais aussi à la culture ou aux loisirs. Cette mesure est également un grave danger en ce qu'elle institue une société où le contrôle de tou·te·s par tou·te·s devient la norme. Manifester est alors un moyen d'exprimer son désaccord.

Révélateur de cet état de fait, le ministre de l'éducation nationale propose d'« évincer » les élèves non vacciné.e.s en cas de covid 19. Avec la double peine des apprentissages en distanciel dont on a pu mesurer les limites de mise en œuvre, en particulier pour les élèves en difficulté. SUD Education dénonce depuis des années la « mise en fiche » et le tri social et scolaire des élèves à travers différents outils (base élèves, ENT, LSUN, parcoursup…). L'exclusion des élèves non vacciné.e.s est un pas de plus que nous ne franchirons pas.

On ne peut pas soigner, ni éduquer, par la peur et la menace. Après un an et demi d'enseignements perturbés et de difficultés accrues pour les élèves et étudiant.e.s, sous la pression d'un manque chronique de personnel, la rentrée 2021 se présente sous la menace supplémentaire que fait peser la loi du 5 août. Nos établissements sont des lieux de socialisation, pas de discrimination ! Nous ne pouvons pas accepter que la nécessité d'un pass sanitaire puisse perturber les activités au sein de nos établissements et rompre le traitement égalitaire des élèves ou étudiant.e.s.

Répondre aux agressions de ce gouvernement : Manifester le 14 septembre, le 23 septembre et le 05 octobre, mais pas que…

Les derniers résultats du CAC 40 montrent à quel point nous ne sommes pas égaux.ales face aux catastrophes naturelles. Comme durant les différents confinements où ce sont les classes défavorisées qui se sont retrouvées « au front », ce sont encore elles qui vont devoir payer le « quoiqu'il en coûte », à travers les reconversions imposées, le télétravail, la flexibilité, les hausses d'impôts ou les factures énergétiques…

Les dernières mesures économiques montrent bien que le gouvernement n'a pas abandonné sa feuille de route néolibérale et qu'il profite même du contexte pour accentuer cette politique destructrice :

- « plan de relance » qui n'est qu'un gigantesque transfert non dissimulé de richesse au patronat.

- budgets annuels de la sécurité sociale qui actent encore plus la destruction du système de santé publique par la baisse de moyens.

Les prochaines réformes annoncées vont encore et toujours dans le même sens et il nous faut les combattre. Des mobilisations concernant les conditions de travail, d'emploi, de rémunération, mais aussi pour le renforcement des services publics ou l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage sont déjà programmées le 23/09 pour l'Éducation Nationale et le 05/10 dans un cadre interprofessionnel.

L'été 2021 a connu d'exceptionnelles mobilisations traduisant le rejet populaire du pass sanitaire et surtout de la violence avec laquelle il a été imposé. SUD Éducation doit être aux côtés des travailleuses et travailleurs qui risquent de perdre leurs emplois. Nous devons soutenir nos camarades hospitaliers dans leurs luttes pour plus de moyens et de postes. Dans les écoles il faut refuser toute discrimination entre élèves et en particulier l'éviction des seul.e.s cas contacts non vacciné.e.s comme préconisé dans le protocole de rentrée. Plus que jamais, l'État doit investir massivement, contre les fermetures de classes, pour que toutes les classes aient un.e enseignant.e et que tous les établissements aient des personnels accompagnants à la hauteur des besoins.

Combattre l'extrême-droite :

Dans un contexte de montée de l'extrême-droite (succès électoraux à l'échelle mondiale, violences racistes et antisémites, violences à l'égard des émigré.e.s…), mais aussi dans celui d'une année électorale, nous avons la responsabilité de nous opposer à ses mensonges, à sa haine. Avec une vision raciste et individualiste, certain.e.s de ses représentant.e.s se sont emparé.e.s de la révolte créée par le pass sanitaire. Mais où seront iels lorsqu'il s'agira de défendre les salarié.e.s licencié.e.s pour défaut de pass ? Pour lutter contre les fachos, les cathos intégristes, les thèses complotistes ou confusionnistes de tout genre, il est temps de renforcer le pôle anticapitaliste qui lutte contre le pass avec des revendications fortes et clairement affichées.

Sur la base de nos propres analyses et revendications, au sein de cortèges clairement identifiés, continuons à participer aux manifestations du samedi et aux mobilisations à venir (la santé le 14 septembre, l'éducation le 23 septembre, l'interpro le 5 octobre…) pour exiger :

- l'arrêt de toutes les politiques de casse sociale : Assurance chômage, retraites, code du travail, sécurité sociale, santé, éducation…

- la fin des mesures de contrôle social, des discriminations, du fichage, de l'exclusion et du tri social et scolaire

- la suppression du pass sanitaire et l'arrêt de toutes mesures imposées de manière autoritaire

- le refus de toute sanction, financière ou autre, contre les salarié.e.s qui ne souhaitent pas être vacciné.e.s, quel que soit le secteur

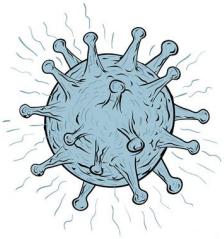
- la réouverture immédiate de lits fermés dans les services hospitaliers et la création de moyens pour les services publics (recherche, hôpital)

- la levée des brevets et un égal accès aux soins pour tous les pays

- la création d'un réel service public pour la recherche pharmaceutique et la production de médicaments, hors de tout système de profits.

- la possibilité d'un réel débat démocratique pour créer des solidarités et renforcer la conscience de classe contre le capitalisme.

Pandémie ou syndémie ?



Dans une étude publiée par le *Lancet*, le 17 octobre 2020, on pouvait lire l'affirmation suivante : « *L'interaction du Covid-19 avec la hausse mondiale continue ces trente dernières années des maladies chroniques et de leurs facteurs de risques, dont l'obésité, l'hyperglycémie et la pollution atmosphérique, a créé les conditions d'une tempête, alimentant le nombre de morts du Covid-19* ». Fort de cette constatation, le patron de la fameuse revue, Richard Horton, considérait, dès le 26 septembre 2020 que l'épidémie de Covid ne doit pas être taxé de « pandémie » mais bel et bien de « syndémie » (le préfixe *syn*, en grec, exprimant l'union, à l'instar de « syncrétisme »).

Le terme, lui remonterait au milieu des années 1990 et aurait été forgé par l'anthropologue de la santé, Merril Singer. Il a, depuis, été réutilisé par la philosophe Barbara Stiegler.

Surtout, le terme de syndémie a pour immense intérêt de recentrer les effets du virus en permettant de comprendre que le sarscov dévoile les travers du capitalisme, puisque l'ensemble des facteurs de comorbidités sont dus au système politique et économique dans lequel nous vivons : sédentarité, produits transformés, pollution atmosphérique, etc. et donc, de comprendre différemment toutes les injonctions qui nous sont faites depuis maintenant des mois…

Réponse de SUD Educ 77 aux affiches sur la laïcité :

Commençons :
1-La laïcité, c'est la séparation des églises et de l'état, c'est aussi la neutralité religieuse de l'état et de ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.
2-Aucune des personnes présentées dans ces affiches n'est agent de l'état, ce sont des élèves.

Conclusion 1 : ces affiches ne parlent pas de laïcité. Sous couvert de laïcité, elle parlent plutôt d' « intégration », de « multiculturalisme » et de « vivre ensemble ». Cette confusion des termes a des conséquences.

Continuons :
1-Ces affiches présentent des enfants dans diverses activités.
2-Le fait qu'ils soient ensemble dans ces activités est présenté comme un effet de la laïcité
3-Quelque chose ferait donc obstacle sans la laïcité, mais quoi donc ?
4-Les seules réponses possibles dans ces affiches sont : des couleurs de peau différentes et des prénoms d'origines diverses.

Conclusion 2 : ces affiches supposent que les origines des élèves (dont la couleur de peau et les prénoms sont ici des signes) empêchent le vivre ensemble et que la laïcité remédie à ce que l'affiche présente comme un problème.
Elles reposent donc sur un imaginaire raciste (qui s'ignore probablement lui-même et se croit même sans doute antiraciste, mais ça n'atténue rien).
Sous un air jovial, ces affiches célèbrent le vivre ensemble, mais en le conditionnant à la laïcité. Sans celle-ci, certaines personnes ne pourraient pas s'intégrer convenablement à la société française.

Pourquoi ?
Sans doute, car ces personnes resteraient trop différentes entre elles, ce qui serait source de conflits. La laïcité permettrait donc d'homogénéiser les populations, de les transformer en bon citoyens (notons la récurrence du mot « même »).
La laïcité est donc conçue ici comme un instrument normatif, elle est ici présentée dans une conception assimilationniste et paternaliste, dans la lignée des conceptions coloniales sur ces questions.

Continuons et répétons :
1-La laïcité concerne les religions.
2-Aucun signe religieux ou éléments symbolisant une religion n'est présent dans ces images.
3-Ce sont donc implicitement les prénoms et les couleurs de peau qui signifient l'appartenance religieuse dans ces affiches.

Conclusion 3 : Ces affiches reposent donc sur des conceptions racistes et essentialisantes qui supposent qu'on peut déduire l'appartenance et les pratiques religieuses à partir des prénoms et de la couleur de peau.
Elles réduisent les personnes à leur croyances en fonction de leur prénoms et couleurs de peau (l'une des affiches le dit presqu'explicitement en parlant de « croyances » en montrant trois jeunes gens que rien ne distingue sinon leur couleur de peau).

Continuons :
1-Ces affiches présentent diverses activités
2-Certaines font implicitement référence à des polémiques récentes, notamment celle sur la piscine (qui évoque implicitement le burkini qui pourtant ne concerne en rien les enfants) et celle sur le rire (qui évoque implicitement Charlie Hebdo, etc.)

Conclusion 4 : ces affiches s'appuient sur un narratif médiatique raciste qu'elles réactivent et légitiment tout en apportant comme solution à ce qui est présenté comme un problème une conception normative de la laïcité.
(les filles, ça se baigne en maillot, c'est comme ça en France ! On rit des religions, interdit de critiquer cela, c'est comme ça en France ! Dans le premier cas, l'affiche est donc en plus « baignée » d'idéologie patriarcale voulant exercer un contrôle sur le corps des femmes)
Ces affiches mettent donc surtout en scène une collection de fantasmes agitant les esprits d'une certaine classe politique et médiatique (couple mixtes, burkinis, liberté d'expression menacée, etc.).
Évidemment, ce qui est visé ici, ce sont les musulmans, ou plutôt l'image distordue et essentialisante que s'en font les responsables de ces affiches, image distordue à laquelle correspond en contrepoint une image tout aussi distordue de la laïcité.

Le véritable message de ces affiches, même s'il n'est qu'implicite et camouflé, c'est donc : les musulmans ne sont pas laïcs, il faut qu'ils le deviennent.
C'est à croire que chez ces gens-là, l'un n'existe qu'avec l'autre, le musulman n'existe que comme repoussoir à la laïcité et la laïcité comme remède au musulman.
Dans cette dialectique abjecte, on ne célèbre un « nous » que parce qu'il y a un « eux » que l'on condamne du même mouvement.
Cette vision des choses conduit à une impasse : il ne sera jamais permis à l'autre de « s'intégrer » véritablement car alors, le « nous » perdrait son fondement.
Il est donc constamment nécessaire de rappeler qu'il existe un « eux », qu'il est irréductible, récalcitrant. Il faut le répéter encore et encore. Ces affiches remplissent cette fonction.

Conclusion conclusive :
la laïcité, dans ces affiches, c'est l'exact inverse de ce qu'est la laïcité dans la loi de 1905. C'est une laïcité devenue dogme qui est professée ici, un dogme de l'assimilation et de l'invisibilisation, une fausse laïcité qui n'est que racisme.

Du World trade center au Covid 19 et du Patriot act au pass sanitaire : 20 ans de mesures liberticides

« Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez.

Hannah Arendt

A l'époque où les premières caméras se sont installées à Levallois-Perret en 1993 (banlieue parisienne gérée par le clan Balkany) rapidement autorisées à proliférer suite à leur légalisation par la loi Pasqua de 1995[1], peu de structures militantes s'intéressaient à la question du contrôle social et de la vidéosurveillance. Rappelons cependant l'action de Souriez-vous êtes filmé-e-s ![2] parmi les « visionnaires ».

La tendance s'est accélérée après 2001 et l'attentat contre le World trade center avec, pour épicentre de cette bascule sociétale, les USA (qui avaient subi les attentats) et leur Patriot act qui a fait l'objet, en écho, d'une adaptation française avec la très commentée à l'époque LSQ (Loi sur la sécurité quotidienne)[3] passée par le gouvernement « gauche plurielle »[4].

Mais, il faut surtout se remémorer que cette contre-attaque néolibérale mondiale d'un Occident qui se sentait tout de go, « américain »[5] intervient certes après des attaques terroristes sans précédent (mais qui en représentent cependant l'acmé) mais surtout, après l'émergence d'un mouvement qui semblait faire un pied-de-nez à la « fin de l'histoire » proclamée par Francis Fukuyama après la chute du Mur de Berlin. Car, depuis la fin des années 1990 et dans la foulée du soulèvement zapatiste de l'EZLN, un nouvel acteur apparaît sur le devant de la scène contestataire : l'altermondialiste (« gentil hippie » ou « méchant » Black Bloc, déjà). Après, 2001 (et le funeste sommet de Gênes, la mort de Carlo Giuliani et la répression hystérique de l'école Diaz) l'antimondialisme connaîtra encore quelques beaux moments… Cependant, la logique ayant mené à la mise en place d'une législation d'exception et ces conséquences économiques et sociales, Naomi Klein pris la peine d'en décortiquer la logique avec The Shock Theory parut en 2008 (La théorie du choc en français, 2010). Quant à la riposte américaine elle a fait l'objet de nombreuses critiques notamment vis-à-vis du camp de concentration de Guantanamo (toujours ouvert à ce jour) ou de l'invasion de l'Afghanistan puis d'Irak qui se terminent vingt ans plus tard par un fiasco total à tous les niveaux[6].

1 : Pasqua-Balkani s'étaient entendus comme larrons en foire pour créer littéralement un marché plus que juteux représentant aujourd'hui plusieurs milliards d'euros (voire par exemple, ce focus de l'INSEE de 2016 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2499242) et, surtout, un entrelacs d'intérêts liés qui, des assureurs jusqu'aux entreprises sous-traitantes de la sécurité représente un secteur d'une complexité telle qu'il semblerait aujourd'hui difficile de s'en débarrasser (lire par exemple Olivier Hassid ici: https://journals.openedition.org/champpenal/7926).

2 : http://souriez.info/

3 : Pour un aperçu du Patriot Act, l'article afférent de Wikipedia est une bonne introduction : https://fr.wikipedia.org/wiki/USA_PATRIOT_Act. Idem pour la loi dite « Vaillant » : https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_sur_la_s%C3%A9curit%C3%A9_quotidienne

4 : On ne fera pas ici l'historique des renoncements et de la progressive bascule de la « gauche » social-démocrate vers le néolibéralisme. Notons toutefois que sa fuite en avant sécuritaire (le premier ministre Jospin confessa avoir été « angélique ») eu pour conséquence directe un deuxième tour « Chirac-Lepen » en 2002 lors de la présidentielle.

5 : « Nous sommes tous Américains » ainsi que se plaisait à le préciser Jean-Marie Colombani dans Le Monde à l'époque. https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/09/09/nous-sommes-tous-americains_1569503_3232.html consulté le 28 juillet 2021.

6 : On le sait, les Talibans ont repris Kaboul. Cependant, les défenseurs de la ligne dure considèrent que l'intervention est un succès car le commanditaire du 11 septembre, Oussama Ben Laden, fut retrouvé et exécuté le 2 mai 2011.

Dans une troublante symétrie inversée du point de vue géopolitique, nous subissons, 20 ans plus tard, les effets d'une vague mondiale venant de l'Est cette fois-ci.

Certes, nous ne sommes pas « tous Chinois » mais nous sommes « tous anti-covid » et la raison invoquée est bien la mortalité du Sarscov2. Que ce dernier ait tué et continue de tuer, c'est un fait. En revanche, quelles populations en sont victimes ? On sait désormais que le Covid touche des populations souffrant déjà du capitalisme industriel et financier et de l'idéologie néolibérale :

- Wuhan elle-même est considérée comme la « Chicago de l'Est » et l'un des centres automobiles du pays ;
- massivement ce sont les Afro-américains obèses et pauvres des États-Unis qui sont mort.e.s ;
- en France, en dehors des personnes âgées dont les plus de 80 ans représentent 63 % des 100 000 mort.e.s français en avril 2021[7], les facteurs de comorbidité ayant entraîné une surmortalité du covid sont les suivants : « pathologies cardiaques (35 %), l'hypertension artérielle (22 %) et le diabète (16 %) »[8]. Mais même parmi les personnes âgées, plus de 30 % étaient des résident.e.s d'Ephad, autrement dit, de la gestion privée et capitaliste du grand âge ;
- en Inde, où la mortalité réelle serait dix fois supérieure à celle annoncée par le gouvernement de Narendra Modi, les lits et l'oxygène sont manquants[9] ;
- le Japon, l'Italie et l'Espagne sont par ailleurs des pays « vieux » et l'on sait que ce virus attaque principalement les personnes âgées comme en France. Il faudrait cela dit rentrer dans le détail afin de constater éventuels facteurs de co-mortalité comme la question des Ephad hexagonaux… mais déjà, on peut affirmer que la ville de Bergame dont on se souvient les sinistres camions militaires emportant les victimes du virus, est une région de la Lombardie industrielle et polluée.

7 : https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20210415.OBS42836/infographies-qui-sont-les-100-000-morts-du-covid-en-france.html

8 : Ibid.

9 : Journal de MSF de juillet 2021.

Reprenons notre parallèle.

Bien sûr, il ne s'agit pas ici de terrorisme mais d'un virus[10]. Cependant, ce dernier intervient par la « grâce » d'une l'Histoire bégayante, à un moment de forte tension partout dans le monde tant due aux excès du capitalisme néolibéral qu'aux effets du changement climatique. L'année 2019 a en effet été une année de mouvements sociaux puissants et prometteurs un peu partout dont l'un des seuls à avoir finalement triomphé à notre connaissance et le mouvement chilien avec la mise en place d'une assemblée constituante[11]. Dans la plupart des autres pays, la reprise en main a lieu ou a eu lieu, notamment en Chine avec la violence de la répression contre l'insurrection hongkongaise mais aussi… en France, avec l'imposition de confinements et de couvre-feux par un gouvernement d'extrême-centre[12] parfaitement illégitime à plus d'un titre[13].

Depuis, et malgré cette affirmation sans faille : « je suis contre le passe sanitaire dans le resto »[14] l'ex-socialiste et ministre de la santé Olivier Veran aura été le fer de lance de l'application d'un infâme arsenal législatif à tendance totalitaire (avec son corollaire qu'est la vaccination obligatoire). Car, si le passe sanitaire est insupportable c'est bien de par la ségrégation spatiale et sociale (une de plus dirons certaine.e.s et il est vrai que les habitants des quartiers ou les SDF en subissaient déjà… mais une dont on pouvait se passer) qu'il suppose : interdiction d'accéder à la piscine, à certaines médiathèques, aux trajets longue distance, etc. et, depuis le mercredi 28 juillet, interdiction aux enfants non-vaccinés de suivre des cours en cas de cas positif dans leur classe... Mais, encore plus grave pour nos libertés à la fois en tant que travailleurs et travailleuses, c'est la vaccination obligatoire qui suppose, derrière, la possibilité pour un employeur d'exiger de ses salariés d'avoir accès à une partie de ses informations de santé. Des informations pourtant rigoureusement personnelles et secrètes mais surtout, des informations pouvant être utilisées à de multiples finalités dont le refus d'embauche : déterminer les ascendances génétiques pourraient, dès lors, comme dans le dystopique Bienvenue à Gattaca d'Andrew Nicol, déterminer encore plus violemment, le devenir de chacun et chacune via l'inclinaison vers un système de crédit social à la chinoise[15].

10 : D'un virus dont on ne sait toujours pas s'il n'était pas au final, une fabrication chinoise ainsi que le relayent plusieurs médias « non-complotistes » :https://www.lemonde.fr/international/video/2020/06/07/le-coronavirus-est-il-sorti-d-un-laboratoire-episode-2-la-these-de-l-accident_6042062_3210.html, https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/covid-19-l-hypothese-d-un-virus-echappe-d-un-laboratoire-serait-elle-finalement-credible_4165391.html, https://www.leparisien.fr/societe/sante/covid-19-le-virus-echappe-d-un-labo-pourquoi-la-these-n-est-pas-si-farfelue-08-11-2020-8407199.php

11 : https://la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/et-si-les-chiliens-nous-redonnaient-la-patate?fbclid=IwAR2Icc4A5jzMgHv6jn2s6Z3scI9RjX-JYl73nSpIPw7zf90Np4F-x5MGFSU

12 : Pour une approche de la notion d'extrême-centre : https://fr.wikipedia.org/wiki/Extr%C3%AAme_centre

13 : L'un des derniers éléments étant le conflit d'intérêt patent entre le président Emmanuel Macron et l'entreprise Pfizer dont on entend beaucoup parler dernièrement : https://www.francetvinfo.fr/elections/presidentielle/quand-emmanuel-macron-etait-banquier-d-affaires-un-element-prometteur-mais-sans-plus_2171646.html?fbclid=IwAR10dlytAHIv5mAWTnDmZY7HYob0Ih1tBvb9zjJQifFQUIB61Pv-Y9_4_9E

14 : Entretien donné au média Konbini le 3 juin 2021 : https://youtu.be/ESv8hZHtrsQ

15 : https://www.youtube.com/watch?v=XflMhukDH-s

Ahhh, Blanquer ! S'il n'était pas aussi dangereux, c'est qu'il nous amuserait presque ! Se voulant chantre de la laïcité et champion olympique de chasse à l'islamogauchiste, le ministre (ou son agence de comm'...) nous a concocté une belle petite propagande à coup d'affiches publiques sur sa prétendue laicité qui sauvera la France des dérives religieuses (on ne vous fera pas l'outrage de les reproduire ici mais en gros c'est du genre : " Permettre à [insérer prénom random arabe donc forcément musulman] et à [insérer prénom random catho donc républicain] de faire [insérer activité socialement acceptable mais prétenduement menacée par de dangereux anti-laïcité-anti-républicain], c'est ça la laïcité ". En vrai, " dérives religieuses " a l'air de signifier pour lui " Islam " parce-qu'on n'a pas vu passer d'affiche disant " la laïcité, c'est permettre à untel et untel d'enfin arrêter de bouffer du poisson le vendredi et de décorer des crèches "... Si ces affiches pourraient juste paraitre maladroites, elles dénotent en fait de la vision raciste, colonialiste, patriarcale et paternaliste de Blanquer... Suite à cet événement, SUD Educ 77 a produit une réponse via le réseau social du petit oiseau bleu. Nous n'aurions pas dit mieux et publions donc cette réponse telle-quelle ! Merci à elleux (en vrai, on ne leur a pas vraiment demandé la permission pour publier...) !

17 octobre 1961 - 17 octobre 2021

Triste anniversaire. Violences policières, meurtres, rafles... le 17 octobre est la date d'un massacre colonial à Paris en pleine guerre d'Algérie. Pierre Vidal Naquet parlera même de pogrom car lors de cette nuit tragique, des civils (pompiers, machinistes de la RATP, passants...) ont été impliqués, comme à Courbevoie, en aidant les policiers dans leur opération de « maintien de l'ordre ».

Le président Macron souhaite se pencher sur la mémoire de la guerre d'Algérie, il commande à Benjamin Stora, historien reconnu et expert, un rapport qu'il rend en janvier 2021. 160 pages[1] : seules 10 occurrences du 17 octobre 1961, pour la plupart dans les discours de commémoration de Delanoé ou d'Hollande, et toujours suivies ou précédé-es du mot « répression » qui est bien en dessous de la réalité.

Pourtant le 17 octobre 1961 c'est :

- 12 000 algérien.ne.s raflé-es en l'espace de 4 heures et emmené.e.s au parc des expositions ou au centre de Vincennes, pendant 3 jours, sans même pouvoir aller aux toilettes. C'est la plus grande rafle depuis le 16 juillet 1942 où pendant deux jours, 12 884 juif.ve.s avaient été arrêté.e.s dans Paris.[2-3]
- plus de 250 corps jetés dans la Seine à Paris, et retrouvé-es jusqu'à Rouen, mais aussi le canal Saint Martin, comme le corps de Fatima Bédar, collégienne engagée.
- un couvre feu raciste imposé par la préfecture de Paris avec à sa tête Maurice Papon, qui sera jugé lors de son procès en 1997 pour « crime contre l'humanité »
- une nuit de meurtres, par balles, coups de bidules (nom des matraques de l'époque), étouffement, ou noyade.

La gueule du loup, 17 octobre 1961, par Kateb Yacine.

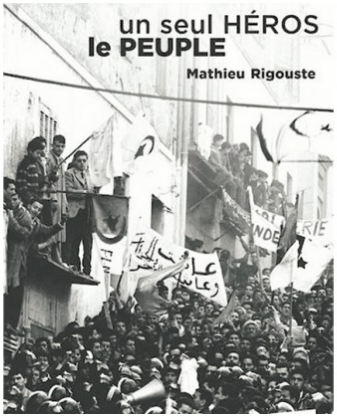
Peuple français, tu as tout vu
Oui, tout vu de tes propres yeux.
Tu as vu notre sang couler
Tu as vu la police
Assommer les manifestants
Et les jeter dans la Seine.
La Seine rougissante
N'a pas cessé les jours suivants
De vomir à la face
Du peuple de la Commune
Ces corps martyrisés

Qui rappelaient aux Parisiens
Leurs propres révolutions
Leur propre résistance.
Peuple français, tu as tout vu,
Oui, tout vu de tes propres yeux,
Et maintenant vas-tu parler ?
Et maintenant vas-tu te taire ?

Cet événement majeur de la guerre d'Algérie a encore des répercussions et fait écho avec ce qui se passe aujourd'hui dans les quartiers populaires en France mais aussi dans le monde capitaliste et impérialiste dans lequel nous vivons. La colonisation, sa politique et ses conséquences racistes, perdurent. Les luttes actuelles en Palestine, au Kurdistan, en Kanaky… nous le rappellent. Souvenons nous du couvre feu dans les quartiers populaires de 2005, des contrôles au faciès, et plus récemment, de la loi contre le séparatisme qui vise exclusivement les musulman.e.s.

« La colonisation, je le répète, déshumanise l'homme même le plus civilisé ; [...] l'action coloniale, l'entreprise coloniale, la conquête coloniale, fondée sur le mépris de l'homme indigène et justifiée par ce mépris, tend inévitablement à modifier celui qui l'entreprend ; [...] le colonisateur, qui, pour se donner bonne conscience, s'habitue à voir dans l'autre la bête, s'entraîne à le traiter en bête, tend objectivement à se transformer lui-même en bête. »[1]

SUD éducation 31-65 vous invite à venir discuter des questions coloniales :
- le vendredi 15 octobre 2021 à la maison de quartier de Bagatelle après la projection du film de Mathieu Rigouste « un seul héros : le peuple » qu'il commentera
- à la manifestation du 17 octobre 2021 au pont Neuf à Toulouse
(affiche à venir)



1 : « Les questions mémorielles et la colonisation portant sur la guerre d'Algérie » Benjamin Stora https://www.elysee.fr/admin/upload/default/0001/09/0586b6b0ef1c2fc2540589c6d56a1ae63a65d97c.pdf
2 : « Le silence du fleuve » Anne Tristan
3 : Photo Elie Kagan

éducation Sud 31/65

SOLIDAIRE
UNITAIRE
DÉMOCRATIQUE

Union syndicale Solidaires

SUD Éducation 31-65
c/o SUD PTT 31
52 rue Jacques Babinet
BP 22 351
31053 Toulouse CEDEX 1
Tel/Fax : 05 62 14 66 74
Mél : sudeduc31@sudeducation.org

Bulletin d'adhésion/ré-adhésion
Année 2021 / 2022

Ancien-ne adhérent-e / nouvel-le adhérent-e *(rayer la mention inutile)*

NOM : …….

Prénom : ……..

Adresse personnelle : ……..
……..

Code postal : ……

Ville : ……

Tél : ……..

E-mail : …….
(attention pas de mail professionnel : ac-toulouse.fr, …)

Adresse professionnelle : ……..
……

Code postal : ……

Ville : ……

Tél : ……..

E-mail : …….

Catégorie/statut : ……....
(PE, certifié-e, agrégé-e, ATOSS, ITARFF, contractuel-le, CDI, CDD)

Échelon : ……..

Discipline enseignée : ……..

Fonction exacte : ……..
(adj, ZIL, Brigade, TZR, AIS, AESH, AED, Atoss…)

Paiement des cotisations

1. Paiement en une seule fois ou

2. Paiement fractionné, dans ce cas :
- faire des comptes « ronds » pas de centimes !
- envoyer tous les chèques ensemble en mentionnant au dos de chaque chèque le mois de dépôt souhaité (de septembre 2021 à juin 2022)

Dans tous les cas, rédiger les chèques à l'ordre de :
SUD Éducation Haute-Garonne

Précisions :

- les chèques de cotisation seront déposés en banque durant la 1ère quinzaine de chaque mois entre septembre 2021 et juin 2022 ;
- les chèques encaissés par le syndicat entre le 1er septembre et le 31 décembre 2021 correspondront à la déclaration de revenus de 2021 ; les autres à celle de 2022 ;
- l'adhésion à SUD Éducation 31-65 est valable du 1er septembre 2021 au 31 août 2022.

Signature :

Salaire net mensuel **avant prélèvement de l'impôt**	Cotisation annuelle
- de 600 €	6 €
+ de 600 €	15 €
+ de 750 €	27 €
+ de 900 €	45 €
+ de 1 000 €	54 €
+ de 1 100 €	64 €
+ de 1 200 €	75 €
+ de 1 300 €	89 €
+ de 1400 €	102 €
+ de 1 500 €	117 €
+ de 1600 €	135 €
+ de 1 700 €	153 €
+ de 1 800 €	174 €
+ de 1 900 €	192 €
+ de 2000 €	210 €
+ de 2 100 €	230 €
+ de 2 200 €	251 €
+ de 2 300 €	272 €
+ de 2 400 €	293 €
+ de 2 500 €	315 €
+ de 2 600 €	340 €
+ de 2 700 €	364 €
+ de 2 800 €	390 €
+ de 2 900 €	416 €
+ de 3 000 €	443 €
+ de 3 100 €	472 €
+ de 3 200 €	500 €
+ de 3 300 €	530 €
+ de 3 400 €	561 €
+ de 3 500 €	593 €
+ de 3 600 €	Nous contacter ...

SUD Educ 31-65 peut aussi syndiquer les personnels isolés du 82